



JEAN-LUC MÉLENCHON : MES 4 VÉRITÉS !



ÉLECTIONS RÉGIONALES ÎLE-DE-FRANCE - 14 MARS 2010

BATTRE LA DROITE & CHANGER LA GAUCHE !



Le 14 mars aura lieu la seule élection politique avant 2012. Le peuple aura enfin droit au chapitre. Nous devons nous saisir de cette opportunité pour envoyer un message clair à Sarkozy et à ses ministres du malheur.

Les libéraux profitent de la misère du grand nombre pour engraisser les nantis à coup de 11 milliards de cadeaux fiscaux tous les ans. Pour sauver les banques, ils sortent du chapeau 360 milliards d'euros du jour au lendemain avant de nous présenter la facture. Et ce sont ces mêmes banques qui spéculent aujourd'hui sur le dos des peuples grecs, portugais ou espagnols !

Valérie Pécresse, ministre tête de liste UMP en Ile-de-France, est bien dans la ligne : elle a mis en place l'autonomie des universités qui marchandise le savoir et légalise l'université du riche à Dauphine et celle du pauvre à Créteil. Son projet pour l'Ile de France ? Le même ! Le Grand Paris des pôles de compétitivité, la concurrence entre les territoires et les habitants, les transports au service des pôles financiers comme celui de la Défense !

Au Parti de Gauche, nous sommes guidés par le seul intérêt général. Nous voulons donc faire de ces élections régionales le début de la reconquête du bien commun. Notre méthode : autonomes partout, unitaires toujours ! Le Front de Gauche élargi, initié avec nos camarades communistes, est l'outil de rassemblement de tous, pour battre la droite mais aussi pour changer la gauche.

Seule une bonne gauche peut y parvenir. Il faut en finir avec les compromis dangereux de ceux qui, à gauche, capitulent en rase campagne sur les retraites. Il faut en finir aussi, avec le leurre du capitalisme vert de ceux qui s'en remettent au marché pour initier des comportements vertueux qui sauveraient la planète.

Au Parti de Gauche, nous affichons la couleur : reconquête républicaine, nouvelle répartition des richesses, planification écologique, désobéissance civique en refusant d'appliquer les directives de libéralisation européenne. C'est la démocratie à tous les étages par l'implication populaire. Le 14 mars, nous avons rendez-vous avec notre seul maître : le peuple souverain. En votant pour la liste de rassemblement initiée par le Front de Gauche et conduite par Pierre Laurent en Île-de-France, et par, Christian Favier en Val-de-Marne.

Nous ferons barrage à la droite et nous contribuerons à changer la gauche.

François Cocq

conseiller municipal, Champigny



Vincennes le 19 février : Martine Billard, écologiste, porte-parole du Parti de gauche, s'entretenant avec des dizaines de Vincennois.



La région doit mieux faire

Je veux qu'il soit fait barrage à la droite qui cherche à amoindrir le pouvoir des collectivités territoriales en le limitant à certaines compétences, qu'il soit dit « non » à cette politique profondément inégalitaire. Pour la région Ile-de-France plus particulièrement, je souhaite impulser les valeurs auxquelles je crois et pour lesquelles je me bats, en mettant en place des outils tels que la planification écologique. Sur Limeil-Brévannes, l'engouement pour le futur éco-quartier pour tous, Les Temps Durables, montre bien que les citoyens sont attentifs à une croissance plus équilibrée. A l'échelon régional, favoriser la construction en basse consommation d'énergie et la production d'énergie renouvelable, mobiliser les transports en commun contre la voiture individuelle, sont des exemples d'actions de planification écologique.

C'est grâce à l'échelon régional qu'il est permis d'appréhender une dynamique et le rayonnement du territoire francilien. La Région peut, par une action volontariste de redistribution avec un esprit de justice sociale, favoriser un développement local plus équilibré au travers des différents contrats signés et des aides financières qu'elle octroie.

Nous avons voulu des candidats à l'image du Parti de Gauche. François Cocq, notre tête de liste est à ce titre un bon symbole de ce que doit être notre parti : jeune et n'ayant pas peur d'aller de l'avant !

Joseph Rossignol

maire de Limeil-Brévannes, conseiller général

ENSEMBLE POUR DES RÉGIONS À GAUCHE, SOLIDAIRES, ÉCOLOGIQUES ET CITOYENNES



DES IDÉES, DES CANDIDATS



Barthélemy Yao

Coordinateur santé
Boissy-Saint-Léger

La planification écologique en Île-de-France

Sortir des logiques de concurrence est une exigence qui commence par le refus de la ségrégation des populations de plus en plus exposées à la crise et à l'accroissement des territoires dépourvus de tous services publics.

Notre objectif est de lutter contre toutes les inégalités. L'exigence sociale et l'exigence écologique sont liées. Pour ce faire l'équivalent d'un commissariat au plan est indispensable.

Ainsi, il faudra réétudier les grands projets imposés par le Gouvernement avec ses pôles d'excellence. Il faudra promouvoir la ville compacte avec la réduction des distances entre lieu de travail et lieu d'habitation. Construire des logements sociaux d'excellente qualité, c'est possible, s'il existe une volonté politique ! Contraindre les villes, à appliquer la loi SRU d'avoir 20% de logements sociaux, c'est possible ! Mais pour des villes de droite, les pénalités prévues par la loi ne sont pas systématiquement appliquées. Prime au non-respect de la loi républicaine !

Le coût des transports est triplement pénalisant pour les classes sociales les plus faibles : elles doivent habiter loin, payer le taux le plus élevé de la carte navigo et avoir moins de services publics. Il en est de même de la taxe carbone qui pénalisera les plus défavorisés qui ont des logements vétustes, des véhicules âgés et pas de transports en commun suffisants.

Notre liste s'oppose à ces mesures. Elle revendique notamment un coût unique de carte de transport, une réduction des rejets carboniques pour les gros pollueurs que sont les industriels, un droit à la santé pour tous avec la création de nouveaux dispensaires, l'égalité d'accès au logement... cette solidarité-là réduira les inégalités sociales.

Nous sommes tous des auvergnats !

La citoyenneté c'est avant tout l'égalité dans la dignité et le respect des différences : quelle formidable utopie créatrice !

Or, notre héritage commun est aujourd'hui en danger. Pire ! Alors que la crise s'installe durablement dans notre pays, on nous parle... identité nationale !

Cette manœuvre électoraliste a une triple vocation :

- décomplexer le racisme jusqu'au plus haut sommet de l'Etat : les dérapages répétés légitimement de fait les pratiques discriminatoires ;
- opposer les populations : on alimente les vieux fantasmes coloniaux autour d'une catégorie de français regardée comme des étrangers alors qu'ils font partie intégrante de la communauté nationale ;
- détourner les couches populaires des véritables enjeux de société au moment où les grands équilibres du monde se redessinent, où la crise du capitalisme jette à la rue des catégories toujours plus importantes de salariés.

Assez de manipulations qui ne conduisent qu'au repli sur soi !

Assez de discours vides qui prônent «le choc de civilisations» et la haine de l'autre !

S'il y a choc, il tient à la logique meurtrière de ce «capitalisme du désastre». Face à l'ampleur des attaques contre l'Etat social et la casse programmée des services publics, plus que jamais, il y a urgence d'une justice à venir.

Plus que jamais nous avons besoin d'une gauche rationnelle contre le délire médiatico-politique qui n'ethnicise les questions sociales que pour mieux les occulter.

Afin de mettre en place un véritable bouclier social, seule véritable condition à l'exercice d'une pleine citoyenneté, le Parti de Gauche propose de développer des pratiques actives de participation à la vie collective.

Pour que la citoyenneté redevienne une façon de vivre ensemble et pour que vive l'idéal démocratique, il faut redonner l'initiative aux citoyens.



L'EUROPE : POMME DE DISCORDE ET ESPOIR QUAND MÊME !

Alors que les responsables des partis de droite, du PS, du Modem, d'Europe Ecologie, avaient appelé à voter OUI au traité constitutionnel européen ; le Peuple a dit NON.

Qu'importe le Peuple ! Sarkozy a convoqué un parlement à ses ordres et le NON d'un coup, d'un seul, est devenu OUI ! Mais enfin, pour qui se prenait-il le Peuple ?

Et l'Europe libérale est en marche, bien calée sur son unique devise : «la concurrence libre et non faussée».

Les conséquences concrètes ? On en a vues : le champ de l'énergie offert au privé, la Poste en société anonyme avance masquée vers sa privatisation. On va le voir : l'accueil des services d'aide à domicile, des enfants de plus de six ans, les crèches, seront soumis à la concurrence. Du même coup, les subventions versées par les collectivités terri-

toriales à l'action sociale pourront devenir illégales car défavorisant le secteur privé.

C'était écrit dans le traité européen.

Avec le Front de Gauche, avec tous ceux qui se rassemblent pour contrer les conséquences de ce traité de malheur, le Parti de Gauche ne renoncera pas à élargir la révolte, y compris avec le PS comme pour la Poste.

La lutte continue, au parlement européen avec les députés élus du Front de gauche. Dans le pays, en insistant sur le fait qu'il n'y aura pas, là non plus, de progrès sans une rupture franche avec le libéralisme.

Il faut du courage ? On en a ! Et, avec vous, on en aura plus !

Transports en Île-de-France à revoir : prix qualité efficacité écologique

Plus le francilien est éloigné de son lieu de travail, plus il paie cher les transports en commun. C'est fou ! Le Front de Gauche propose que tous les voyageurs soient au tarif de la zone 1-2 soit 56 euros par mois. A cela, Jean Paul Huchon, Président de la région, a répondu sans rire, que la vraie discrimination était entre l'ouvrier et l'ingénieur : comme si l'éloignement de son lieu de travail ne frappait pas déjà les plus démunis !

La qualité du transport est liée au confort des voyageurs, à la régularité et à la fiabilité des horaires. On le voit il y a beaucoup à faire ! A commencer par retirer l'entretien aux sous traitants ce qui diminuera les pannes quotidiennes sur le réseau, puis à investir dans le matériel roulant.

L'efficacité et l'écologie des transports sont liées. Une véritable planification écologique des transports permettrait d'une part de rapprocher les distances habitation travail et, d'autre part, de revoir le maillage avec une priorité aux transversales banlieue-banlieue. Pour le Val-de-Marne le projet ORBIVAL initié par le Conseil général reliera Val-de-Fontenay à Arcueil desservant 13 communes !

Tout le contraire de Valérie Pécresse qui, avec le grand Paris, veut mettre 8 milliards d'euros (!) pour relier la Défense, quartier des affaires, aux aéroports.



Djamel Arrouche

Enseignant en sciences économiques et sociales
Villejuif



Paule Frachon

Militante associative pour l'écologie
Fresnes



ARTS, DES ENGAGEMENTS



Michèle Le Gauyer

Employée, syndicaliste, conseillère municipale déléguée
Fontenay-Sous-Bois

La loi du 13 décembre 2000 faisait obligation aux communes de construire au moins 20% de logements sociaux sur leur territoire.

«Alors aujourd'hui, dans toutes les villes du Val de Marne, il y a 20 % de logements sociaux, où les familles, les jeunes, les Retraités, peuvent se loger même si leurs revenus ne sont pas très élevés ?»

«Pas vraiment, loin s'en faut dans de trop nombreuses villes qui se sont mises hors la loi, préférant rester dans un entre soi policé et laisser aux villes voisines le soin d'appliquer la loi, de construire des logements sociaux, d'assurer la mixité sociale synonyme d'un vivre ensemble équilibré.»

«Hors la loi ?! Mais alors ces villes ont été sanctionnées, pénalisées comme la loi le prévoyait ?»

«C'est-à-dire un peu, de façon très diversifiée, selon l'entregent de leurs maires, leurs relations, voire même pas du tout.»

Demain, dans la région, nos élus agiront avec pugnacité pour que les «hors la loi» soient poursuivis, mis «hors d'état de nuire», c'est-à-dire obligés de construire des logements sociaux, dans leur commune. Faute de quoi la région refusera de subventionner leurs projets, tant qu'ils ne se seront pas engagés dans la voie des 20 % de logements sociaux.

Dès aujourd'hui nous disons, avec nos candidats, non à l'apartheid du logement : les plus favorisés vivant dans les secteurs les mieux desservis par les transports, près de leur lieu de travail, les moins favorisés, relégués loin des transports, loin de leur lieu de travail.



Développement économique

La crise économique que nous traversons montre les limites du système capitaliste. Les violences faites au quotidien du plus grand nombre ne cessent de s'amplifier (licenciement massif, chômage technique, pression sur les salaires, mise en cause des droits des salariés...).

Les Régions peuvent être un des remparts à la politique d'un gouvernement de droite soumis au Medef et aux actionnaires. Nos engagements économiques doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique déterminée à mettre en place les bases d'un mode de production qui réponde à nos besoins.

Emploi et formation

Création d'un fonds régional soutenant les entreprises en fonction de critères liés aux conditions de travail, à la part des CDI, à l'égalité de salaire femme/homme, à la réduction du temps de travail, à l'instauration d'un mode de décision démocratique au sein de l'entreprise, à l'empreinte écologique.

Relocalisation de certaines productions pour promouvoir une économie aux activités diversifiées, plurielles et coopératives.

Développement de l'économie sociale et solidaire

Mise en place : de soutien juridique et financier pour faciliter la reprise par ses salarié-e-s d'une entreprise menacée de fermeture ; de plans de développement de filières solidaires, sur les secteurs d'intérêt général (logement, environnement, culture, santé, transport, éducation...); de pôles d'innovation sociale pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits.

Un véritable service public de la formation professionnelle est indispensable.



Martine Lachaud

Enseignante chercheuse
Vitry-sur-Seine

RETRAITES : TOUS CONCERNÉS

Sarkozy et son gouvernement cherchent en permanence à opposer les actifs et les retraités, les salariés du service public à ceux du privé, agitant comme un épouvantail auprès des jeunes l'affirmation mensongère qu'ils n'auront plus de retraite et auprès des anciens qu'il est impossible d'augmenter leur pension.

Pour répondre à la question du financement des retraites, ils ne proposent que l'allongement de la durée de cotisation (alors même qu'elle augmente déjà d'un trimestre par an jusqu'en 2012 pour atteindre 164 trimestres) et le recul de l'âge légal de départ à la retraite vers 62 ou 63 ans.

Financer les banques ou les retraites il faut choisir

Bouclier fiscal, prêts aux banques, taxe professionnelle, allègements de cotisations, défiscalisation de certaines plus-values..., des centaines de milliards sont distribués avec largesse au profit des banquiers, des entreprises et de leurs actionnaires, mais trouver 10 milliards pour équilibrer les recettes et dépenses des retraites, c'est pour eux mission impossible. Pas pour nous !

Nous devons impulser une vraie politique de l'emploi avec revalorisation des salaires, relèvement des

cotisations patronales, taxation des revenus financiers. L'argent ne manque pas, notamment en Ile de France qui est une des régions les plus riches d'Europe, il faut avoir le courage politique de le prendre là où il est.

Face aux attaques de la droite et du Medef nous proposons :

- maintien du droit de partir avec une retraite décente, pleine et entière à 60 ans
 - pas d'allongement supplémentaire de la durée de cotisation
 - taxation des mouvements financiers
 - augmentation des cotisations patronales prises sur la richesse créée par les entreprises
 - relèvement du minimum vieillesse pour une retraite décente
 - maintien des majorations de durée d'assurance si nécessaire aux femmes qui sont pénalisées dans leur carrière professionnelle et pour beaucoup d'entre elles sur des emplois à temps partiel.
- Défendons nos retraites avec les candidats du Front de Gauche.

La marchandisation de l'éducation

Au nom d'un libéralisme injuste et inefficace, le Gouvernement de droite attaque méthodiquement les services publics. Il se réfugie derrière le mythe de la réduction des dépenses pour masquer sa vile ambition : livrer au secteur privé les juteux marchés de la santé, de l'énergie ou des télécommunications.

L'école de la République, ciment de notre société et garante de notre avenir collectif, n'échappe pas à la règle : en 3 ans, 50 000 postes y ont été supprimés alors qu'on a doublé le nombre de postes ouverts au concours externe de l'enseignement privé. Or, c'est l'Etat qui, avec nos impôts, rémunère ces enseignants sous contrat et verse une dotation pour les personnels administratifs. Même les collectivités locales sont priées de participer aux frais !

Quant on sait que 96 % de l'enseignement privé dans notre pays est confessionnel, on voit aussi l'intérêt que M. Fillon porte à la laïcité, autre fondement de notre République.

Quant aux centres de formation par alternance, majoritairement privés, ils bénéficient dans la seule Ile-de-France de 306 millions d'euros, soit le dixième du budget régional.

Le Parti de Gauche souhaite réserver les budgets régionaux au financement des établissements publics, mettre un terme aux subventions facultatives versées au privé et réintégrer l'apprentissage dans la sphère collective.



Fatima Hamami-Sénéchal

Enseignante en informatique, militante associative
Charenton-Le-Pont

ARTS ET CULTURE

Au-delà de la préservation du patrimoine et d'un soutien résolu à la diversité de la création contemporaine, les régions doivent réactiver une politique dynamique d'action culturelle auprès des citoyens et notamment des plus jeunes. Il ne s'agit pas d'instrumentaliser l'art et de penser les plaies sociales mais de faire que chacun puisse s'inscrire comme acteur dans un processus d'émancipation indivi-

duel et collectif. Contre la marchandisation des arts et de la culture, soumis aux impératifs de la logique économique, il s'agit bien de donner corps à une véritable démocratie culturelle portée par l'intervention publique. C'est tout le contraire que met en place le gouvernement de droite avec le démantèlement du Ministère de la Culture au seul profit des industries culturelles.

RENCONTRE PUBLIQUE
SAMEDI 6 MARS
de 14 h à 17 h
AU THÉÂTRE ROMAIN ROLLAND
DE VILLEJUIF

AVEC

Francis PARNY

(Vice-Président de la région, chargé de la culture)

Christian FAVIER

(Président du Conseil général du Val-de-Marne),

Martine LACHAUD

(Parti de Gauche)

Sandra Da Silva Pereira

(Parti Communiste Français) également candidates

Claude Michel

(Gauche Unitaire).

(métro, ligne 7, station Paul Vaillant Couturier)

AVEC CHRISTIAN FAVIER, UNE LISTE JEUNE ET DYNAMIQUE AUX COULEURS DU VAL-DE-MARNE !



Jean-Luc Mélenchon avec Pierre Laurent, des élus qui s'engagent aussi dans la rue avec les citoyens.

JEAN-LUC MÉLENCHON : MES 4 VÉRITÉS !

Jean-Luc Mélenchon, extraits du *discours au meeting de lancement de campagne des régionales*, 10 janvier 2010, devant 6 000 franciliens Palais des Congrès, Paris.

1- UN MESSAGE DE DIGNITE

Une élection n'est pas pour nous un évènement comme un autre. C'est le moment où la dignité de citoyen accomplit son devoir essentiel : décider de ce qui est bon pour tous. Dans le secret de l'isoloir chacun est libre ! Et le bulletin de vote du subordonné peut annuler celui du puissant qui le reste du temps commande à tout et à tous, en tous lieux.

Les puissants frappent à coup redoublés. Bien sur ils se croient tout permis parce qu'ils se savent protégés par un pouvoir politique qui les cajole. Mais ils frappent fort et cruellement pour que ça se voit, que ça se sache, que ça fasse très peur. Nous disons à chacun : si dure soit sa situation dans l'entreprise, si terrible que soit la loi de la peur, le bulletin de vote c'est votre part de liberté qu'on ne peut vous confisquer ! C'est donc votre part de dignité inaliénable ! Votez ! Votez pour exister. Votez par dignité !

2- UN MESSAGE DE RESISTANCE SOCIALE

C'est notre devoir d'empêcher que la signification politique nationale de cette élection soit masquée. Tous, vous savez quelle incroyable régression se prépare ! Il n'y a qu'un seul et unique bulletin de vote de résistance intransigeante sur ce sujet : le notre. Voter avec nous c'est voter pour un message, clair et net, de résistance sociale tous azimuts. Nous voulons que les régions soient un point d'appui des luttes. Nous voulons qu'elles montrent l'exemple social en introduisant les clauses de préférence sociale dans les attributions de marchés publics. Nous voulons qu'elles sortent complètement tous les services publics du champ du marché ! Nous

voulons qu'elles accèdent à la propriété sociale des moyens de production !

3- UN MESSAGE DE VERITE ECOLOGIQUE

Cette élection est aussi le moment pour formuler un message écologique clair. Il n'y a pas d'écologie efficace possible dans un soit disant au delà de la droite et de la gauche. La catastrophe écologique qui s'avance ne peut être affrontée sans un changement du mode de production et d'échange qui libère l'activité économique de la dictature de l'actionnariat, du profit, du court terme qui sont le cœur du productivisme ! Dans les régions nous réclamons la rupture écologique, c'est-à-dire l'injonction des normes écologistes dans tous les compartiments de l'activité. Nous voulons des comités de planification écologistes, nous voulons une politique de relocalisation de l'activité industrielle !

4- LA CLARTE EST UN ATOUT

Tout vote est d'abord un vote qui veut être utile. Nous sommes le vote utile pour un changement à gauche de la vie du pays. Et pour cela notre peuple a besoin de sentir notre sérieux et notre ambition. Notre union est la première condition de la confiance, parce qu'elle est la première preuve de notre volonté réelle. Qui prétendrait atteindre tout seul le but que nous proposons à la France est dérisoire ! Et notre peuple ne s'y trompe pas. Notre union c'est notre valeur ajoutée et notre utilité à gauche. Les partis du Front de gauche ont la fierté d'avoir fourni un point d'appui qui permet aujourd'hui un rassemblement plus large. Parce que cette union se confirme et s'élargit d'une élection à l'autre, de bien des façons, nous sentons tous bien qu'elle devient irréversible. Travaillons de toutes nos forces pour lui faire franchir victorieusement cette nouvelle étape.



Elles et ils sont militants de partis, d'associations, de syndicats, élus au service de la population. Du secteur public, ou privé, de l'entreprise à l'université des quartiers populaires, ils sont aux couleurs du Val-de-Marne.

CHRISTIAN FAVIER

59 ans - président du Conseil général - Champigny-sur-Marne

ROSEMARY ROUSSEAU-SAXEMARD

49 ans - infirmière hospitalière - syndicaliste - Villeneuve-Le-Roi

FRANÇOIS COCQ

33 ans - enseignant - conseiller municipal délégué - Champigny-sur-Marne

LAURENCE COHEN

57 ans - orthophoniste - conseillère régionale - secrétaire départementale du PCF - Gentilly

IBRAHIMA TRAORÉ

34 ans - agent territorial - conseiller municipal - militant associatif sans-papiers - Le Kremlin-Bicêtre

SYLVIE ALTMAN

53 ans - maire - conseillère régionale - Villeneuve-Saint-Georges

BARTHÉLÉMY YAO

55 ans - coordinateur territorial - Boissy-Saint-Léger

CHARLOTTE OUGIER-BOSHUNG

24 ans - étudiante en master - conseillère municipale - Vitry-sur-Seine

PATRICK DOUET

54 ans - maire de Bonneuil-sur-Marne

MARTINE LACHAUD

52 ans - enseignante chercheuse - Vitry-sur-Seine

JULIEN GIRAL

32 ans - assistant ingénieur université de Créteil - conseiller municipal - syndicaliste - Le Plessis-Trévise

SOKONA NIAKATÉ

32 ans - styliste - conseillère municipale - militante associative - Fontenay-sous-Bois

DIDIER GUILLAUME

47 ans - maire-adjoint - responsable national d'une association de lutte contre la misère - Choisy-le-Roi

MALIKA ZEDIRI

49 ans - éducatrice - conseillère régionale - militante pour le droit au logement - Ivry-sur-Seine

JEAN-MARC DEVAUCHELLE

44 ans - aide-soignant - syndicaliste - Créteil

SANDRA DA SILVA PEREIRA

32 ans - assistante commerciale export - maire adjointe de Villejuif

STÉPHANE COLONEAUX

34 ans - chef de publicité conseiller municipal délégué - L'Haÿ-les-Roses

MICHÈLE LE GAUYER

58 ans - employée - conseillère municipale déléguée - syndicaliste - Fontenay-sous-Bois

JEAN-PIERRE PERROT

41 ans - technicien avion plateforme aéroportuaire d'Orly - syndicaliste

MEJDALINE MHIRI

20 ans - étudiante - responsable d'un mouvement de jeunesse - Ivry-sur-Seine

DJAMEL ARROUCHE

37 ans - enseignant en sciences économiques et sociales - Villejuif

PAULE FRACHON

66 ans - retraitée - militante associative pour l'écologie - Fresnes

JOËL JOSSE

51 ans - cadre immobilier - conseiller municipal - Villeneuve-Le-Roi

FATIMA HAMAMI-SÉNÉCHAL

37 ans - enseignante en informatique - militante associative - Charenton-le-Pont

ALEXANDRE TETARD

32 ans - technicien conseil pour les retraités - Saint-Maur

STÉPHANIE DAUMIN

31 ans - ingénieure territoriale maire-adjointe - Chevilly-Larue

Le soutien des élu-e-s du Parti de Gauche

Stéphane Bayet, conseiller municipal, vice-président de la communauté d'agglomération Plaine Centrale

André Deluchat, maire-adjoint - Chevilly-Larue

Sylvaine Ettori, maire-adjointe - Champigny-sur-Marne

Gisèle Hoyet, conseillère municipale - Noisearu

Jeannick Lelagadec, conseillère municipale déléguée - Champigny-sur-Marne

Dominique Lo Faro, conseiller municipal délégué - Chevilly-Larue

Jocelyne Pigrée, 1^{ère} maire adjointe - Limeil-Brévannes

Hervé Poirier, maire-adjoint - Fontenay-sous-Bois

Bertrand Potier, maire-adjoint - Vitry-sur-Seine

Joseph Rossignol, maire de Limeil-Brévannes, conseiller général

Mourad Tagzout, conseiller municipal - Ivry-sur-Seine



CONNAÎTRE - SOUTENIR - ADHÉRER

4, allée Nungesser et Coli 94550 Chevilly-Larue

Email : pg94@lepartidegauche.fr

www.94.lepartidegauche.fr